

DÉLIBÉRATION N°DL20240214 DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU MARDI 17 DÉCEMBRE 2024

INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS

M. Régis CADEGROS expose ce qui suit :

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article R. 2123-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article R. 2151-2 alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la Fonction publique,

Vu la délibération en date du 27 mai 2020, d'installation du conseil municipal,

Considérant la taille démographique de la collectivité (strate 20 000 à 49 000 habitants),

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus, pour l'exercice de leurs fonctions dans la limite des taux fixés par la loi,

Les élus municipaux peuvent bénéficier d'indemnités de fonction qui viennent compenser les dépenses et les sujétions qui résultent de l'exercice de leur charge publique.

L'article L. 2123-20-1 du CGCT prévoit que dans les trois mois suivant son installation, le nouveau conseil municipal doit prendre une délibération fixant les indemnités de ses membres. Cette délibération doit être accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées. La délibération est obligatoirement transmise au représentant de l'État.

De droit, le maire d'une commune peut percevoir la somme maximale prévue par le barème selon la strate de communes, en intégrant les majorations prévues par la loi, sans que le conseil municipal ne soit consulté.

Le maire garde toutefois la possibilité de faire voter une indemnité le concernant inférieure à ce maximum.

Le présent rapport porte sur cette indemnité, ainsi que celle concernant les adjoints et conseillers municipaux disposant d'une délégation.

1- Une enveloppe maximale fixée par les textes

La loi détermine le montant des indemnités de fonction attribuables en fonction de la strate démographique.

Ainsi pour la commune de Saint-Chamond, située dans la strate 20 000-49 999 habitants, l'enveloppe maximale est définie ainsi :

- Maire : 90% de l'indice brut terminal de la fonction publique (1027 en valeur juin 2020)
- Adjoints : 10x33% de l'indice brut terminal de la fonction publique

Soit une enveloppe totale correspondant à 420% de l'indice brut terminal de la fonction publique, égale à 17 264,23 euros en valeur janvier 2024.

Il est à noter que les conseillers municipaux disposant d'une délégation peuvent bénéficier d'indemnités de fonctions mais ces indemnités doivent être incluses dans ce total de 420% ainsi disponible.

2- Détermination des indemnités du maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués

Le principe retenu est de partager l'enveloppe disponible avec tous les conseillers municipaux délégués, ce qui conduit naturellement à une baisse de l'indemnité attribuée au maire et à chaque adjoint. Une modulation est proposée selon la nature du champ de délégation des conseillers municipaux délégués qui nécessite une disponibilité et un investissement personnel plus important.

<i>En pourcentage de l'indice terminal de la fonction publique</i>	Nb	Taux proposé
Maire	1	71,9%
Adjoints	10	20,7%
Conseiller délégué A	7	9,8%
Conseiller délégué B	6	8,1%
Conseiller délégué C	6	3,95%

Une annexe au présent rapport précise les montants individuels à verser. Il est rappelé que ces montants pourront varier automatiquement en fonction de l'évolution de l'indice terminal de la fonction publique et de la valeur du point de l'indice.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir discuté et délibéré,

A l'**unanimité** des suffrages exprimés par 30 voix pour,

3 abstentions M. Jean-Luc DEGRAIX ; Mme Stéphanie CALACIURA ; Mme Michelle DUVERNAY

6 sans participation Mme Christiane MARQUET-MASSARDIER ; Mme Isabelle SURPLY ; M. Jean MINNAERT ; Mme Patricia SIMONIN-CHAILLOT ; M. Romain PIPIER ; Mme Nathalie ROBERT

DÉCIDE :

- **de valider** les taux proposés pour les indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers délégués,
- **d'autoriser** le versement des indemnités.

-----oooOooo-----

ONT SIGNÉ AU REGISTRE TOUS LES MEMBRES PRÉSENTS.

Certifié,

Saint-Chamond, le 18/12/2024



Le maire,

Le secrétaire de séance,

Axel DUGUA

Catherine CHAPARD

Date de mise en ligne